

L'Italie, la Russie de Poutine et l'Ukraine

29 AOÛT 2022

Auteur

MARC LAZAR

Professeur émérite d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po et Président de la School of Government de l'Université LUISS à Rome

Les Italiens sont appelés aux urnes le 25 septembre prochain. Selon le choix qu'ils feront, la politique italienne vis-à-vis de la Russie pourrait en être affectée, et fragilisée l'alliance des Européens au côté des Ukrainiens. Marc Lazar propose ici un état des lieux de la classe politique italienne face à la « question russe » à la veille de cette échéance.

Dès le début de la guerre en Ukraine, le gouvernement de Mario Draghi a adopté une position très claire : condamnation ferme de l'agression russe, soutien total à l'Ukraine, demande d'intégration rapide de ce pays à l'Union européenne, envoi d'armes au gouvernement de Kiev et, parallèlement élaboration par le ministre des affaires étrangères, Luigi Di Maio, en coordination avec le Président du Conseil, d'une proposition de plan de paix dévoilée le 18 mai qui fit long feu. Cette attitude est loin d'avoir fait l'unanimité parmi les partis politiques, y compris ceux qui étaient associés au gouvernement de l'ex-Président de la Banque centrale européenne. Une preuve éclatante en a été donnée le 22 mars lorsque le président Zelensky s'est adressé par vidéo aux députés et sénateurs italiens : près de 300 d'entre eux sur 945 étaient absents, sans que l'on connaisse les raisons précises de ce fort absentéisme. L'on peut aussi s'interroger sur ce qui se passera après les élections du 25 septembre pour lesquelles les sondages prédisent une large victoire de la coalition dite de centre droit composée de Frères d'Italie de Giorgia Meloni, un parti de droite radicale issu du néofascisme qui se présente désormais comme conservateur et traditionaliste, la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi.

L'ITALIE ET LA RUSSIE AVANT LA GUERRE

Historiquement, culturellement, politiquement et économiquement, l'Italie a toujours entretenu d'étroites relations avec la Russie. Sans vouloir remonter trop loin dans le passé ni multiplier les exemples, il suffit de rappeler que, du temps de l'URSS, le Parti communiste italien, le plus puissant de l'Europe occidentale après 1945, dépendait de Moscou même si, à partir des années 1960-1970, il a pris ses distances sans jamais vraiment rompre ses « liens de fer », pour reprendre une expression en vigueur en son sein, avec le pays fondateur du communisme moderne. Certes le PCI a disparu depuis 1991 mais il laisse derrière lui des fragments d'une culture politique fondée, entre autres, sur un puissant sentiment pro-russe et une hostilité de principe aux Etats-Unis, qui perdure dans une partie de la gauche italienne, notamment dans divers petits partis situés à la gauche du Parti démocrate (PD) et au sein de celui-ci. De même, les chefs du Mouvement 5 étoiles (M5S), Beppe Grillo ou Luigi Di Maio en premier lieu, apportèrent à plusieurs reprises leur soutien total à la Russie de Poutine. Un autre dirigeant condamna les sanctions européennes prises contre Moscou après l'annexion de la Crimée. Toutefois, ni la gauche ni le M5S n'ont le monopole de la sympathie pour la Russie. Loin de là.

Nombre de responsables et de partis politiques de droite ont proclamé urbi et orbi leur affection et leur admiration pour le maître actuel du Kremlin. Silvio Berlusconi se disait fier de sa grande et profonde amitié personnelle pour Vladimir Poutine qu'il a invité dans sa luxueuse villa en Sardaigne à deux reprises en 2003 et 2008. En effet, *Il Cavaliere* est fort sensible aux flatteries et le dirigeant russe n'en est pas avare à son endroit ; ainsi, le 4 juillet 2019, de passage à Rome, il déclarait que Berlusconi « est un politique de stature mondiale ».

En retour, à plusieurs reprises, ce dernier fit son éloge : ainsi, avec son habituel sens de l'emphase et de la provocation, il n'hésita pas à déclarer le 10 septembre 2010 qu'il « était un don du Seigneur » ou encore, le 6 octobre 2015, à le présenter « comme un guerrier de la liberté et de la démocratie dans son pays ». En 2014, il a soutenu son action en Crimée. Matteo Salvini a fait de même et, à son tour, a fréquemment tressé les louanges de Poutine. « Je le voudrais demain matin comme Président du Conseil » lance-t-il le 3 décembre 2014 et le 11 mars 2015, il s'exclame devant le Parlement européen, « je crois que la Russie est certainement beaucoup plus démocratique que l'Union européenne d'aujourd'hui, une fausse démocratie. Je procéderais à un changement, et je porterais Poutine dans la moitié des pays européens, mal gouvernés par des prétendus « premier » élus qui ne sont élus par personne, mais sont en fait télécommandés par d'autres ». Ou encore, le 28 novembre 2017 : « Je dis que Poutine est l'un des meilleurs hommes de gouvernement au monde. Je le dis parce que je le crois et non pas parce que quelqu'un me le suggère : si nous avons un Poutine en Italie, nous serions absolument mieux ». Et ce ne sont là que quelques exemples du florilège des citations de ce type. La Ligue est allée encore plus loin. Le 6 mars 2017, elle a signé un accord confidentiel de coopération avec le parti de Poutine, Russie unie, qui a ensuite fuité dans les médias. En octobre 2018, à en croire une enquête journalistique, un proche de Salvini aurait tenté d'obtenir à Moscou de l'argent russe pour la Ligue. Frères d'Italie a également manifesté sa convergence avec le chef du Kremlin et la Russie, mais, pour sa part, Giorgia Meloni l'a fait de manière légèrement plus retenue même si le 18 mars 2018 elle fut la première en Italie à féliciter Vladimir Poutine pour sa réélection à la tête de la Fédération de la Russie, ajoutant que « la volonté du peuple [...] est sans équivoque ». L'excellente relation de Forza Italia et de la Lega avec la Russie tient à plusieurs facteurs. D'abord, comptent les intérêts économiques de la péninsule qui importe massivement du pétrole russe. Nombre d'électeurs qui votent pour Forza Italia et la Lega dans le nord du pays où les entreprises sont très liées à la Russie souhaitent, pour des raisons matérielles, que leur pays entretienne de bons rapports avec la Russie, ce que promeuvent justement ces deux partis. Pour sa part, Silvio Berlusconi pensait pouvoir jouer l'intermédiaire entre Moscou, l'Union européenne et même l'OTAN. Par ailleurs, Forza Italia et la Lega, et plus encore leurs leaders, affichent des affinités électives avec le maître du Kremlin. Ils voient en Poutine la figure du chef, puissant, autoritaire, viril, provocant, apte à décider et à agir vite, ce qu'ils aspirent à incarner et à réaliser dans leur propre pays. La Ligue, plus encore que le parti de Berlusconi, apprécie ses valeurs chrétiennes, son anti-islamisme, son nationalisme qui font écho à ce qu'elle défend en Italie. Enfin, Salvini partage avec Vladimir Poutine la critique de l'Union européenne et de l'OTAN, et, pour lui, la Russie représente un allié potentiel en cas d'accès au pouvoir.

LA GUERRE, LES PARTIS POLITIQUES ET L'OPINION

Tous les partis et responsables italiens pro-russes ont été pris à contrepied par l'attaque du 24 février. Fratelli d'Italia l'a immédiatement condamnée sans aucune équivoque ; il a soutenu le gouvernement ukrainien ainsi que l'envoi d'armes à Kiev et déclaré sa fidélité à l'Alliance atlantique.

Silvio Berlusconi, après un moment d'hésitation, s'est déclaré, le 9 avril, « profondément déçu et peiné par le comportement » de son cher ami, Vladimir Poutine et donné son accord pour les sanctions. Matteo Salvini a lui aussi critiqué l'invasion russe mais a désapprouvé les sanctions contre Moscou. Il a cherché à effacer le souvenir de tous ses propos favorables à Poutine avec lequel il n'avait pas hésité auparavant à s'afficher et même à revêtir un tee shirt à son effigie. Il en va de même pour le Mouvement 5 étoiles qui, lui, en revanche, a approuvé la décision italienne de se rallier aux sanctions prises contre l'envahisseur.

En revanche, la question de la livraison d'armes par l'Italie, dont l'article 11 de la Constitution proclame qu'elle « répudie la guerre en tant qu'instrument d'atteinte à la liberté des autres peuples et comme mode de solution des conflits internationaux », a divisé les partis. Outre Frères d'Italie, Enrico Letta, le dirigeant du PD a soutenu fermement la décision de Mario Draghi, tout en prenant soin de ménager l'aile gauche de son parti qui y est hostile comme la gauche de la gauche, laquelle, en compagnie de syndicalistes, de membres de diverses associations, dont celles des anciens partisans, a manifesté dans les rues au cri de « Ni Poutine, ni l'Otan ». La Ligue et le Mouvement 5 étoiles s'opposent aussi à la livraison d'armes. La première toujours au nom des intérêts des chefs d'entreprise du nord du pays, qui travaillent beaucoup en Russie et avec elle, comme de ceux des catégories populaires qui risquent de payer les conséquences des sanctions prises à l'égard de Moscou. La seconde au nom de la paix. Or en Italie, la tradition pacifiste de matrice communiste et catholique reste extrêmement prégnante. Quant à Silvio Berlusconi, il a, encore une fois, fait des déclarations contradictoires au mois de mai dernier. Dans un premier temps, il s'est opposé à la livraison d'armes qui, selon lui, ferait de l'Italie un pays « co-belligérant », puis, devant le flot de critiques que cette déclaration suscita y compris de la part de ses proches, il a fait marche arrière. Or, son parti et la Ligue ont contribué à la chute du gouvernement de Mario Draghi au mois d'août. Ce qui ne pouvait que réjouir les Russes, ainsi qu'en ont témoigné les déclarations publiques de leurs dirigeants. Aussi, s'est installée la suspicion d'une ingérence russe dans la crise gouvernementale d'autant qu'il a été révélé que des dirigeants de la Ligue, dont Matteo Salvini, ont été reçus au plus haut niveau à l'ambassade russe depuis le début du conflit. Davantage, quelques jours avant que le Président du Conseil soit contraint de remettre sa démission, un haut représentant de l'ambassade a interrogé le conseiller pour les relations internationales de Salvini sur l'attitude que la Ligue pourrait et devrait adopter envers le gouvernement en place... Les Russes, manifestement, s'ingèrent dans la campagne électorale. Ainsi, le 17 août, Dimitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité russe et ex-Président de la Russie a appelé, dans une claire allusion au scrutin du 25 septembre, les citoyens européens à punir leurs gouvernements à l'occasion des élections et exercé une pression directe sur eux en écrivant que « l'hiver en compagnie de la Russie est beaucoup plus chaud et confortable que dans un splendide isolement avec le chauffage au gaz éteint et sans électricité ».

De tous les sondages qui ont été publiés à propos de la guerre en Ukraine, le plus instructif et complet est sans conteste celui réalisé au mois de juillet dernier par l'Institut Aspen Italie et le Laboratoire d'Analyses politiques et sociales de l'Université de Sienne.

77% Italiens se déclarent favorables à l'accueil des réfugiés ukrainiens, 71% approuvent les sanctions contre la Russie, 65% désignent la Russie comme responsable de la guerre (cependant 39% estiment que l'expansion de l'OTAN en est à l'origine), 67% se déclarent d'accord pour un blocage de l'importation de gaz et du pétrole russes, y compris si cela a un impact négatif sur le prix de l'énergie et sur l'emploi, 63% veulent que l'Ukraine soit intégrée à l'Union européenne. Peut-être que la présence de la plus importante communauté ukrainienne d'Europe avant la guerre (236 000 personnes), parfaitement intégrée, explique en partie cette nette empathie pour l'Ukraine. Néanmoins, seulement 45% approuvent l'envoi d'armes à l'Ukraine de la part de leur gouvernement, ce qui atteste l'impact des prises de position du Mouvement 5 étoiles, de la Ligue, de Sinistra italiana (un parti de gauche de la gauche), voire des déclarations d'un certain nombre de personnalités et d'intellectuels de gauche, mais également le poids de la culture pacifiste.

QUE SE PASSERA-T-IL EN CAS DE VICTOIRE LA DROITE ?

L'un des premiers points du programme de la coalition de centre droit consiste à apporter son «soutien à l'Ukraine face à l'invasion russe» et son « soutien à toute initiative diplomatique en vue de la solution du conflit ». La formule synthétise le compromis entre l'intransigeance manifestée par Fratelli d'Italia, réitérée plusieurs fois par Giorgia Meloni, pour se ranger aux côtés du peuple ukrainien, et la quête d'une trêve ou d'une paix formulée avec insistance par la Ligue et Forza Italia. La phrase prête cependant à plusieurs interprétations possibles. Cela sera donc au gouvernement qui sera constitué de décider. Des tensions se manifesteront certainement entre la Lega et Forza Italia, d'un côté, enclins à la recherche de la fin du conflit et qui seront peut-être soumis à des pressions venues de Moscou, et, de l'autre, Fratelli d'Italia complètement aligné sur la stratégie de l'Alliance atlantique. Sergio Mattarella, le Président de la République, profondément pro-européen, aura aussi un rôle à jouer. Il y veillera d'autant plus que la Constitution, aux termes de l'article 92, lui permet d'influer sur les nominations des ministres. Or, traditionnellement, il veille de très près à l'affection de trois postes considérés comme déterminant : ceux de l'économie, de l'intérieur et des affaires étrangères.

Reste surtout à savoir comment évoluera l'opinion publique alors que se produiront des ingérences russes par l'intermédiaire des réseaux sociaux et qu'interviendront les influenceurs italiens acquis à la cause de Vladimir Poutine. On l'a vu, si elle exprime plutôt massivement son soutien à l'Ukraine, elle se montre réticente à propos de l'envoi d'armes à l'armée ukrainienne. Mais comment réagira-t-elle si le climat social se dégrade sous l'effet de l'inflation, et notamment de la hausse des prix de l'énergie déjà particulièrement élevés pour les entreprises et les familles du fait de la situation de dépendance énergétique de la péninsule ? Quelle sera l'attitude du gouvernement à l'automne ou l'hiver prochains, si sa popularité en est affectée et décline ? Ces questionnements se posent dans tous les pays européens, mais sans doute avec encore plus d'acuité en Italie.